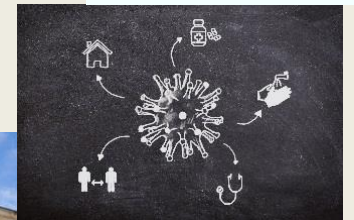
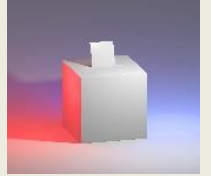
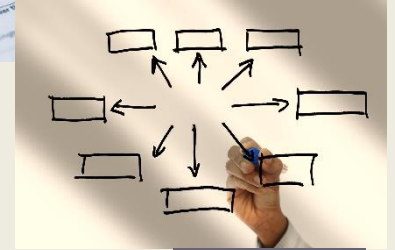




Rapport d'activités et résultats comptables 2020



RAPPORT D'ACTIVITÉS ET RÉSULTATS COMPTABLES 2020

- ▶ **805 collectivités et établissements publics affiliés**
- ▶ **7 collectivités et établissements publics adhérents**
(+ 350 fonctionnaires)
- ▶ **9 789 dossiers de fonctionnaires et 2 264 dossiers d'agents contractuels**
- ▶ L'activité du CDG répartie en **69** missions analytiques
- ▶ Présentation de l'activité 2020 par Direction :
 - Direction Générale
 - Secrétariat Général
 - Direction Santé et conditions de travail
 - Direction Emploi, Mobilité et RH
 - Direction Expertise juridique et instances consultatives

LA CONTINUITÉ DU SERVICE DANS LE RESPECT DES RÈGLES SANITAIRES : LA PRÉOCCUPATION MAJEURE DU CDG 64 EN PÉRIODE DE PANDÉMIE



14/03 – 10/05

1^{er} confinement

11/05 – 27/10

28/10 – 15/12

2^{ème} confinement

16/12 – 31/12

COVID-19

CONTINUITÉ DU SERVICE

- **Échanges et assistance aux collectivités par courriel ininterrompus grâce à la mise en place rapide du travail à distance : tous les agents équipés de postes informatiques pour le travail à distance**
- **Poursuite de l'intervention de 14 agents du Pôle Missions temporaires** afin d'assurer la continuité du service public sur le terrain (état-civil, élections et comptabilité)
 - **Décision du Conseil d'Administration d'attribuer une prime aux 14 agents** ayant poursuivi leurs missions en présentiel
 - **Maintien de la rémunération** pour l'ensemble des agents durant ce 1^{er} confinement
- **Suspension puis re-programmations de réunions et d'interventions :**
 - **en présentiel**, dans le respect du protocole sanitaire : instances médicales et consultatives, permanences retraite, visites médicales particulières, entretiens de sélection, visites de locaux, formations intra, interventions en ergonomie...
 - **au format adapté** : visioconférence, téléphone, visites médicales en télé/audioconsultation, tests de sélection en ligne pour la formation Agent Polyvalent Administratif et comptable, entretiens de sélection...



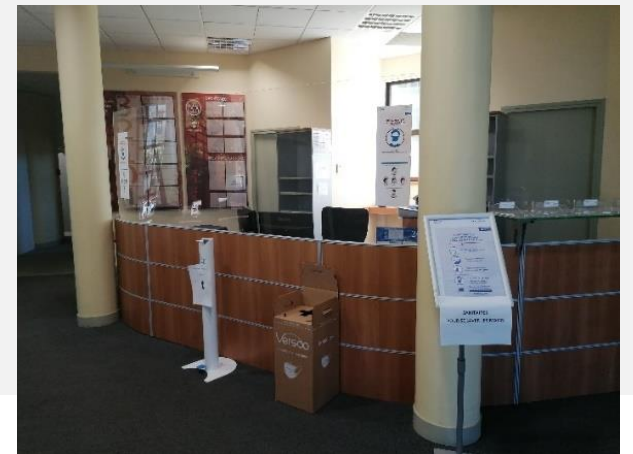


RÉACTIVITÉ

- **Multitude de textes publiés (COVID et décrets d'application - Loi 06/08/2019 de TFP) et des consignes sanitaires ajustées**
 - Informations COVID analysées et communiquées aux collectivités quotidiennement
 - Consultations COVID traitées par courriel/téléphone (près de 1 500 traitées par les consultants juridiques, ingénieurs prévention, médecins et infirmiers)
 - 1 FAQ COVID créée (28 actualisations)
 - 15 modèles d'arrêtés-type élaborés pour les collectivités

ADAPTABILITÉ

- **Déploiement de la téléphonie déportée sur les postes de travail à distance à compter de septembre 2020**
1^{er} confinement → collectivités contactées par les agents du CDG (téléphone personnel) → 3 300 consultations par la Direction Expertise juridique (Mars-Mai)
- **Réouverture de l'accueil physique et téléphonique de la Maison des Communes le 11 mai 2020**
- **Intensification de la dématérialisation des échanges et des procédures de travail**



COMMUNICATION RENFORCÉE

- **Moyens de communication intensifiés auprès des collectivités :**
 - Création de la **lettre d'informations numérique hebdomadaire** alimentée par tous les services : 35 lettres
 - Création de la lettre d'informations de la **Direction Santé et conditions de travail** : 8 lettres
 - **Actualisation et mise à disposition de ressources sur le site Internet** (foire aux questions, + de 100 modèles d'actes insérés, des recommandations en matière de santé et de prévention, des fiches Réflexe...)
 - Maintien du lien avec les collectivités concernant le **conseil à distance** et la **gestion des agents vulnérables** (mail et téléphone)
 - Généralisation de la visioconférence...
- **... et auprès des différents publics** : candidats aux concours, agents territoriaux concernant la santé au travail ou la retraite.



LES SERVICES SUPPORTS MOBILISÉS

À l'annonce du confinement... et tout au long de l'année 2020



Approvisionnement et gestion des stocks de masques, gel hydro-alcoolique, lingettes, plexiglass...



Équipements informatiques, téléphonie et assistance

Dès l'annonce du confinement, commande de 20 ordinateurs portables supplémentaires

→ paramétrage et accès à distance, formation express du personnel et conception d'un support d'utilisation.

+ équipement progressif de tous les agents

Assistance aux utilisateurs



Veille sur le bâtiment durant le confinement : courrier, chauffage, sécurité ...

Conception et mise en œuvre du **Plan de Continuité d'Activité** puis du **Plan de Reprise d'Activité** régulièrement mis à jour en fonction de la réglementation

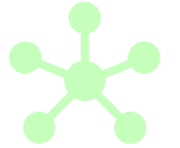


Logistique en vue du **retour** progressif des agents sur site à compter du 11 mai 2020 : aménagement des bureaux, signalétique...

2020, c'est aussi le soutien et l'entraide :

Don de masques à l'ARS en raison de la pénurie, investissement d'infirmiers et de médecins sur des centres Covid

Réactivité et adaptabilité des équipes permettant de poursuivre les missions du CDG



Adaptation des méthodes de travail en raison du travail à distance et de la dématérialisation des échanges et des procédures



Réflexion sur la pertinence et le **choix des formats d'échanges proposés** : déplacements, utilisation de la visio-conférence, téléconsultation pour certaines visites médicales, le soutien psychologique ou l'accompagnement social...



Utilisation des webinaires et rediffusion de vidéos des rencontres de réseaux professionnels



Vigilance accrue sur la sécurité informatique

DIRECTION GÉNÉRALE



5,68 Équivalents Temps Plein

A : 2,10

B : 1,67

C : 1,9

(5,14 ETP en 2019)



592 575 €

→ 11 % des dépenses
de fonctionnement
dont **Mission générale :**
2,6 %

(532 838 € en 2019)

Contexte

→ Renouvellement du Conseil d'Administration

→ Le CA = organe délibérant composé de 29 membres titulaires et 25 membres suppléants

→ Le Bureau = le Président, 4 Vice-présidents et 2 administrateurs délégués (depuis novembre 2020)



0,59 ETP



112 779 €

119 828 € en 2019

Organisation des élections, frais de personnel, indemnités élus, frais de déplacement

▶ Élection des représentants des collectivités au Conseil d'Administration du CDG 64 le 28 octobre 2020

- 72 % de nouveaux administrateurs
- Mise en place de commissions thématiques : Développement numérique, Communication externe, Évaluation des missions, Développement durable
- Mise en place de groupes de travail en lien avec le CTI/CHSCT

▶ 4 réunions en 2020 :

- 1 réunion du Bureau
- 3 réunions du Conseil d'Administration

→ **56** délibérations adoptées

▶ Élections des représentants de 3 collèges le 28 octobre 2020 :

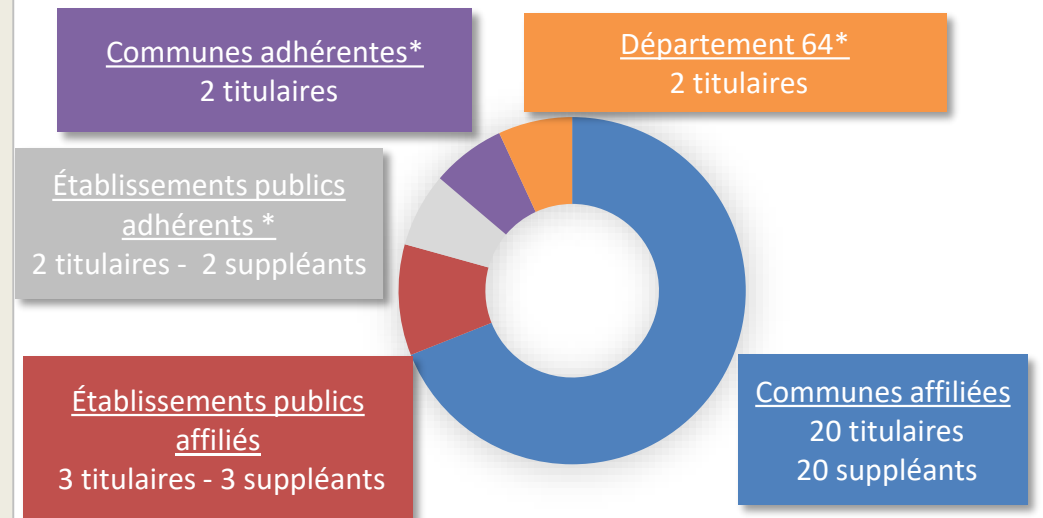
- Communes affiliées
- Établissements publics affiliés
- Établissements publics adhérents

**82,95 % des
suffrages
exprimés**

▶ Désignation des représentants pour le Département et les Communes adhérentes

▶ Nouveau Conseil d'Administration, nouvelle présidence assurée par M. Nicolas PATRIARCHE, Maire de LONS, et nouveau Bureau, installés le 10 novembre 2020

29 représentants titulaires et 25 suppléants




*Adhérent = collectivités employant plus de 350 fonctionnaires et adhérant par convention, à un socle de missions spécifiques (collège spécifique)

Contexte et missions

- Signature d'une Charte de coopération en juillet 2016 – 12 CDG de la Nouvelle-Aquitaine
- Mutualisation en matière de concours, emploi, FMPE, productions documentaires juridiques...
- CDG 33 : Centre coordonnateur des CDG de la Nouvelle Aquitaine

 0,29 ETP

 26 731 €

39 445 € en 2019


- ▶ **35** réunions / groupes de travail au total :
 - **2** réunions des Présidents et Directeurs
 - **4** réunions des Directeurs
 - **29** réunions de Groupes de travail (Observation, production et services mutualisés, prévention, RPS)
- ▶ **Des travaux et réalisations communes :**
 - Travaux préparatoires à l'élaboration du schéma de coordination, de mutualisation et de spécialisation entre les CDG de Nouvelle Aquitaine
 - Expertise juridique : travaux sur les Lignes Directrices de Gestion
 - Concours et examens professionnels : projet de Service interdépartemental Concours et examens et calendrier 2021
 - Promotion des métiers : forum virtuel régional inter-fonctions publiques

Contexte et missions

→ Deux associations nationales pour fédérer l'action des CDG

→ Un Groupement d'intérêt Public (GIP) informatique pour mutualiser

 0,22 ETP

 37 282 €

32 827 € en 2019


Participation à **10** réunions au total :

- ▶ **FNCDG** : 3 réunions de groupe de travail (statut)
- ▶ **ANDCDG** : 6 réunions de commissions ou groupes de travail (statut, élections, Observatoire des données sociales et politiques de l'emploi et Référents des observatoires régionaux)
- ▶ **GIP Informatique** : 1 réunion du club utilisateur du Site Emploi territorial (travail sur la mise en œuvre du décret sur le recrutement des contractuels)

Missions

- Observatoire Régional de l'Emploi et de la FPT créé en 2016
- Compétence obligatoire des CDG depuis la loi du 20 avril 2016
- 2 CDG pilotes : CDG 64 - CDG 17
- Proposer des analyses sur l'emploi et la gestion des ressources humaines
+ accompagner les CDG Néo-aquitains dans leurs missions d'observation
+ proposer des outils opérationnels

 1 ETP

 62 459 €

57 128 € en 2019

*Mutualisation CDG Néo aquitains :
100 % Responsable Observation et
prospective = reversement à venir
au CDG 64 de 38 356 € au titre de
l'année 2020*

► Bilan Social 2019 – Campagne 2020

- Suivi et assistance des CDG pour la campagne de collecte des Bilans Sociaux 2019
- Prise en charge de campagnes départementales lors des congés annuels
- Réalisation de supports communs régionaux : courriers, mails, FAQ, infographies, documents de formation, infobulles, notes stratégiques
- Suivi de l'application et tests
- Organisation d'une formation Bilan Social/GPEEC (25 participants)
- Développement d'un outil permettant de mesurer les évolutions entre les Bilans Sociaux des années 2017 et 2019
- Mise à jour des 6 outils de synthèses et d'exploitation du Bilan Social

▶ **Application Données Sociales**

- Participation au groupe de travail d'amélioration et d'évolution de **l'application www.donnees-sociales.fr**
- Participation au travail de **prise en compte de la DSN** (N4DS mensuelle)

▶ **Module GPEEC et mobilité**

- **Participation au développement** du Module GPEEC intégré à l'application www.donnees-sociales.fr :
- **Conception et suivi** du développement de **l'algorithme du module**
- Contrôles et tests de l'algorithme
- Conception des **synthèses** « mobilité » (agent), « GPEEC » (collectivité) et « Métier »

▶ **Lignes Directrices de Gestion**

- Développement d'un **outil d'aide à la réalisation** des LDG à destination des Collectivités avec guide utilisateur et vidéo de démonstration

▶ **Suivi et gestion d'une enquête sur les difficultés de recrutement**


▶ **Co-réalisation de la publication FNCDG / ANDCDG : Les groupes d'indicateurs**

Missions

→ Assurer la mission générale d'information sur l'emploi public territorial

→ Gérer et collecter des données sociales sur l'ensemble des domaines de la GRH

→ Accompagner les collectivités dans le pilotage de leurs données RH

 0,55 ETP

 27 951 €

31 460 € en 2019

▶ Bilan Social 2019

- Lancement et suivi de la **campagne de collecte du Bilan Social 2019**
- **1 075 collectivités** des Pyrénées-Atlantiques **interrogées**
- Près de **500 accompagnements** à la saisie pour les collectivités et établissements du département
- **495 analyses individuelles** du Bilan Social à destination des collectivités
- Taux de retour en nombre de collectivités : **76 %**
- Taux de retour en nombre d'agents : **99 %**

▶ Réalisation de **51 outils d'aide à l'élaboration des Lignes Directrices de Gestion** pour le compte des collectivités

▶ Réalisation du **Bilan de l'Emploi**


▶ **Formulaire en ligne** réalisé pour les services du CDG :


- **Recueil des besoins** des collectivités pour les contrats d'assurance statutaire
- **Recueil des délibérations**

Missions

→ Assurer, pour le compte des collectivités affiliées, le secrétariat du Conseil de discipline composé de représentants des employeurs et du personnel et présidé par un Magistrat du TA

→ En amont des séances, assister les employeurs territoriaux dans la procédure disciplinaire

 0,07 ETP

 6 983 €

12 223 € en 2019


- ▶ **6 conseils de discipline**
(13 en 2019, 4 en 2018, 2 en 2017)
- ▶ **Type de collectivités concernées :**
 - 4 communes
 - 2 EPCI (1 CC et 1 CCAS)
- ▶ **Catégories hiérarchiques des agents concernés :**
 - 5 fonctionnaires de **catégorie C**
 - 1 fonctionnaires de **catégorie B**
- ▶ **Avis prononcés :**
 - 1 révocation
 - 5 exclusions temporaires de fonctions d'une durée allant de 3 jours à 2 ans avec 1 an de sursis.

LES RÉSEAUX PROFESSIONNELS : DRH-DGS ET SECRÉTAIRES DE MAIRIE

Missions


- Organiser des rencontres régulières avec les professionnels des collectivités : veille juridique et partage d'expériences
- Réseau DRH et DGS : collectivités employant + de 20 fonctionnaires
- Réseau Secrétaires de mairie : collectivités employant moins de 20 fonctionnaires

DRH-DGS

 0,64 ETP

 19 712 € 25 613 € en 2019

Secrétaires de mairie

 0,16 ETP

 10 539 € 29 233 € en 2019

2 réseaux professionnels gérés en Direction Générale :

▶ DRH et DGS :

- 1 rencontre en visioconférence
- 71 inscrits

▶ Secrétaires de mairie :

- 4 rencontres en visioconférence
- 110 inscrits

Missions

→ Communiquer sur les actions du CDG 64

→ Cette mission regroupe les actions de communication transversales à l'établissement

 0,38 ETP

 27 203 €

24 930 € en 2019

▶ De nouveaux outils de communication externe :


- Nouvelle plaquette institutionnelle
- Lancement de la lettre hebdomadaire d'informations numérique du CDG 64
- Intensification de l'utilisation de la vidéo (visioconférences en direct et/ou retransmises et webinaires)
- 4 nouvelles pages et un espace « Covid-19 » sur le site Internet

▶ Des supports de communication traditionnels :

- Actualisation et suivi du site Internet
- Rapport annuel d'activités des services
- Bilan de mandat
- Vœux dématérialisés

Missions

→ Assurer l'accueil général de la Maison des Communes (y compris l'APGL, l'ADM 64 et le CAS départemental)

 1,02 ETP

 61 117 €

51 345 € en 2019

- ▶ Accueil principal physique et téléphonique suspendu lors du 1^{er} confinement lié à la pandémie de Covid-19 (14 mars au 10 mai 2020)
- ▶ Mise en place des mesures sanitaires et organisationnelles permettant la réouverture de l'accueil physique et téléphonique dès le 11 mai 2020
- ▶ 3 425 visiteurs (- 34 %)
- ▶ 14 492 courriers expédiés (- 19 %)
- ▶ 35 colis expédiés
- ▶ 12 667 courriers reçus (stable)


Missions


→ Mission facultative créée en avril 2018

→ Mettre en œuvre un mode alternatif de règlement de certains différends entre un agent et son employeur dans le cadre d'un dialogue constructif

Engagement du CDG 64 dans l'expérimentation jusqu'au 31 décembre 2021 → tiers de confiance auprès des agents et des collectivités

- ▶ **2 agents du CDG formés à la médiation**
- ▶ **290 collectivités ont délibéré en faveur de l'expérimentation, dont deux collectivités adhérentes**
- ▶ **Rubrique dédiée sur le site Internet, incluant des documents de communication et la possibilité de saisir le Médiateur en ligne**
- ▶ **2 médiations conduites en 2020, qui ont abouti à un accord écrit**
- ▶ **2 saisines non recevables en 2020**


 **0,06 ETP**


 **4 323 €**

6 640 € en 2019

Missions

→ **Mettre en œuvre le règlement Général de Protection des Données (RGPD)**

 **0,11 ETP**

 **11 435 €**

11 486 € en 2019

▶ **Convention de partenariat avec LA FIBRE 64**

- Accompagnement à la mise en conformité des services du CDG 64 au Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD)
- Mise à disposition d'un Délégué à la Protection des Données (DPD) mutualisé

▶ **1 nouvel agent du CDG 64 assure la mission de Responsable Informatique et Libertés (RIL)**

▶ **Actions menées en 2020 :**

- Planification des réunions de sensibilisation du personnel sur la réglementation
- Suivi des réunions du réseau des RIL animées par le DPD mutualisé de LA FIBRE 64
- Réalisation de procédures à destination des agents

Missions

Référent déontologue et laïcité :
Mission créée au 01/01/2018

→ Mettre en œuvre un nouveau droit pour les agents publics : le droit de consulter un référent déontologue et laïcité sur des questions relatives à leurs obligations déontologiques (obligation de réserve, laïcité, neutralité, conflit d'intérêt, cumul d'emplois...)

Référent Alerte éthique :

Mission créée au 01/09/2019

→ Répondre à une obligation pour certaines collectivités de mettre en place une procédure de recueil des alertes éthiques

€ 12 525 €

10 750 € en 2019

► Contexte de l'année impactant les types de saisines

- Élections municipales : modification de la carte géopolitique, questionnements éthiques et déontologiques
- Contexte sanitaire inédit
- Évolution du rôle du Référent déontologue : nouveau dispositif de saisine par les employeurs en cas de doutes sérieux dans certains cas de cumul d'activités des agents

► 31 saisines :

○ 22 émanant d'agents

Cumul d'activités	9
Départ vers secteur privé	7
Questions éthiques et déontologiques	3
Hors champ d'intervention du référent	3

○ 9 émanant d'employeurs (nouveau dispositif)

Cumul d'activités	5
Départ vers secteur privé	4

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL



5,88 Équivalents Temps Plein

A : 0,68

B : 4,13

C : 1,07

(5,95 ETP en 2019)



697 518 €

→ 13 % des dépenses
de fonctionnement

dont **Fonctions support** : 5,5 %

(808 573 € / 2019)

Missions

→ Gérer les ressources humaines du CDG 64

- ▶ Au 31/12/2020 : 70 agents sur emploi permanent (72 en 2020) : 59 titulaires, 11 contractuels, 0 FMPE
- ▶ 2 agents sur emploi non permanent
- ▶ 2 apprentis

- ▶ 56 agents sont intervenus sur le Pôle Missions temporaires (16,63 ETP par mois)

- ▶ 213 arrêtés relatifs au personnel

- ▶ Formations
 - 49 formations suivies par 59 agents
 - 256 jours de formation ↘ - 100 jours / 2019
= 3,6 jours de formation par agent sur emploi permanent

 1,30 ETP


 83 863 €

82 085 € en 2019

Missions

→ Assurer la gestion de la paie, de la comptabilité, du budget et des finances du CDG 64


Paie et comptabilité :

 1,24 ETP

 71 932 €

50 074 € en 2019

Budget et finances :

 0,15 ETP

 13 175 €

13 301 € en 2019

▶ 3 538 écritures comptables


- 1 838 mandats
- 960 titres de recette

▶ 1 507 bulletins de paie tous statuts confondus

▶ Soutien des services opérationnels en matière financière

Missions

- Assurer la maintenance et l'évolution du parc informatique, téléphonique, du réseau, des logiciels et outils associés.
- Développer des applicatifs pour les besoins des services
- Assurer la maintenance du site Internet et de l'intranet
- Sécuriser les applications

 **1,34 ETP**

 **91 761 €**

74 610 € en 2019

▶ 360 équipements informatiques gérés

Ordinateurs de travail	130
Serveurs	17
Téléphones	73
Ecrans	110
Imprimantes	15
Equipements réseaux d'infrastructure (switch, pare-feu, baie de stockage, ...)	15

- ▶ Structuration du support informatique en véritable service aux utilisateurs (outil de gestion de tickets, gestion de parc...)

LE SUPPORT INFORMATIQUE

- ▶ Mise en œuvre de la téléphonie IP, unification avec Rainbow
- ▶ Mise en œuvre du travail à distance et de la télémaintenance (Ordinateurs portables, clés 4G, ...)
- ▶ 9 progiciels gérés + AGIRHE pour certaines instances

Cosoluce	Comptabilité - paie
GRH	Gestion des dossiers des agents territoriaux
CIRIL	Gestion des dossiers des agents territoriaux
AT+	Concours
Medtra	Gestion des dossiers médicaux
GestSup	Gestion de tickets
Intranet/Congés/Réservations	Communication interne
Portail médecine	Échanges avec les collectivités – Médecine
Base prévention	Gestion du réseau des Assistants de prévention
Agirhe	Gestion des dossiers des agents / Instances


- ▶ **Accompagnement à la migration vers le progiciel Ciril RH**


LA MAINTENANCE DE LA MAISON DES COMMUNES ET LA GESTION DES PRESTATAIRES

Missions

- Intervenir pour le compte des besoins de la structure
- Assurer la gestion des prestataires divers


Maintenance :


 0,90 ETP

 56 456 €

56 155 € en 2019

Gestion des prestataires :

 0,16 ETP


 11 336 €


11 519 € en 2019

- ▶ COVID-19 : achat et gestion des stocks en gel hydro-alcoolique, lingettes, masques, plexiglass...
- ▶ Parc automobile : **33** véhicules gérés (14 APGL et 19 CDG)
- ▶ Parc reprographie : **12** copieurs (4 APGL et 8 CDG), massicot, plieuse : demandes intervention technique, relevés de compteurs...
- ▶ + de **800** interventions annuelles (petites opérations de maintenance, reprographie interne...)
- ▶ **4** déménagements/aménagements de bureaux
- ▶ Suivi des différents prestataires : Chaufferie/climatisation, société de nettoyage, espaces verts, alarmes, ascenseurs...
- ▶ **Extension de la Maison des Communes** (réunion suivi du chantier, contacts fournisseurs d'accès et intervenants...)

Missions

→ Assurer la reprographie de documents pour des collectivités et pour des besoins en interne

 0,05 ETP

 4 324 €


4 247 € en 2019


Mission facultative (avec financements propres)

- ▶ **11** communes ont sollicité le CDG pour la mise en page et l'édition de bulletins municipaux
- ▶ Reprographie pour des besoins internes à la Maison des Communes (hors CDG) : APGL, ADM 64...

Missions

→ Assurer la prise en charge des fonctionnaires momentanément privés d'emploi

 0,03 ETP

 30 440 €

113 558 € en 2019


Recettes : 22 818 € (collectivité)


- ▶ **1 FMPE géré jusqu'au 30 avril 2020 :**
 - **1 agent de catégorie A** : ancien Directeur Général des Services d'une commune
 - Pris en charge depuis le 1^{er} mai 2017
 - En disponibilité depuis le 1^{er} mai 2020 dans le cadre d'une reconversion professionnelle.

Missions

→ Suite aux élections professionnelles en 2018, les conditions d'exercice du droit syndical pour les organisations syndicales représentatives ont été définies

→ Nouvelles conventions signées qui concernent exclusivement les personnels des collectivités affiliées

 0,07 ETP

 297 669 €

288 127 € en 2019

- ▶ **6** organisations syndicales : CFDT, CGT, FO, SD64-UNSA, SUD et LAB
- ▶ **127** demandes de remboursement de décharges de services
- ▶ **24** demandes de remboursement d'autorisations d'absence
- ▶ **11** demandes diverses des organisations syndicales dans le cadre de la convention : commandes de matériel, tirages...

Missions

→ Prendre en charge les versements des services et effectuer le tri, le classement et les éliminations des archives papiers du Centre de Gestion

 0,40 ETP

 23 329 €


3 339 € en 2019


- ▶ Mission effectuée par 1 archiviste du CDG
 - **Prise en charge de 11 versements** en 2020 (7 pour la DEJIC, 3 pour la DEMRH et 1 pour la DG) = 30 m.l.*
 - **Éliminations réglementaires = 32,90 m.l.***
 - **Versement de 15,50 m.l.* de dossiers médicaux** aux archives afin de libérer le cabinet médical

*m.l. = mètre linéaire

Missions

→ Mission créée
en 2019

 0,10 ETP

 5 814 €

893 € en 2019

- ▶ **Recherche documentaire** sur l'archivage électronique et **veille** pendant le confinement
- ▶ **Échanges** avec les Archives départementales
- ▶ **Mise en place d'une collaboration étroite avec le service informatique**
 - Accès au serveur de fichiers en préparation d'un audit
 - Points réguliers avec un informaticien

DIRECTION SANTÉ ET CONDITIONS DE TRAVAIL



17,95 Équivalents Temps Plein

A : 15,21

B : 1,77

C : 0,97

(18,51 ETP en 2019)



1 502 309 €

→ *27,9 % des dépenses
de fonctionnement*

(1 490 594 € en 2019)

DONNÉES GLOBALES

DIRECTION SANTÉ ET CONDITIONS DE TRAVAIL

- ▶ **588** collectivités et établissements publics adhérents à la convention Santé et conditions de travail au 31 décembre 2020 dont **4 collectivités non affiliées** au CDG 64
- ▶ **13 001** agents suivis en collectivités
 - **4 224 agents en Surveillance Médicale Particulière (32%)**
- ▶ **État : 3 308** agents suivis pour **21** conventions
 - **403 agents en Surveillance Médicale Particulière SMP (12%)**

- ▶ **182** demandes d'intervention issues des collectivités traitées dont **139** nouvelles demandes
- ▶ Des réunions hebdomadaires pour étudier les nouvelles demandes et recueillir les besoins de délégation d'actions des médecins de prévention
- ▶ **Des demandes d'intervention de 80** collectivités et **1** structure d'État
- ▶ **37 devis réalisés en 2020 + 18 devis de 2019** pour des interventions toujours en cours
- ▶ **32 factures éditées** pour un total de **36 000 €** soit **90 jours de travail**

PRESTATIONS MUTUALISÉES


PÔLE MÉDICO-SOCIAL




1 061 352 €

Missions

→ Éviter l'altération de la santé physique et mentale des agents et vérifier la compatibilité entre le poste de travail et leur état de santé

 6,01 ETP

 581 309 €

566 438 € en 2019


Financement :


67,3 % = Convention Adhésion à la santé et conditions de travail + interventions de l'équipe pluridisciplinaire (collectivités adhérentes)

- ▶ **5 891** visites médicales et entretiens infirmiers :
 - **1 753** visites médicales périodiques
 - **3 191** visites médicales particulières (embauche, reprise, à la demande...)
 - **952** entretiens infirmiers dont **227** entretiens particuliers (visites d'information et de Prévention pour les contrats de droit privé, entretiens infirmiers par délégation du médecin)
- ▶ **3 383** avis favorables
- ▶ **1 561** avis autres (aménagement de poste, avis défavorable...) → plus de lien avec les collectivités
- ▶ **18** centres de visites utilisés (les centres de visites ont été restreints en raison de l'épidémie afin de favoriser des centres qui répondent à des critères d'hygiène bien spécifiques)
- ▶ **80** rapports rédigés par les médecins pour le Comité médical et la Commission de réforme

Missions

→ Éviter l'altération de la santé physique et mentale des agents et vérifier la compatibilité entre le poste de travail et leur état de santé

 6,01 ETP

 581 309 €

566 438 € en 2019

Financement :


67,3 % = Convention Adhésion à la santé et conditions de travail + interventions de l'équipe pluridisciplinaire (collectivités adhérentes)

- ▶ **650** numérisation de documents médicaux
- ▶ Conseil technique au quotidien (facturation, portail, différents types de visites...)
- ▶ **Formations agents**
 - 3 médecins ont obtenu le DIU de médecin collaborateur
 - 1 médecin en cours de formation

Missions

→ Éviter l'altération de la santé physique et mentale des agents et vérifier la compatibilité entre le poste de travail et leur état de santé

 **2,74 ETP**

 **280 599 €**

292 135 € en 2019

Financement :

67,5 % = Convention Adhésion à la santé et conditions de travail + interventions de l'équipe pluridisciplinaire (collectivités adhérentes)

- ▶ **214 actions sur le milieu professionnel** (308 en 2019) effectuées par les médecins et infirmières dont :
 - Participation à **106** Cellules santé
 - Participation à **39** réunions de CHSCT
 - **26** études d'aménagement de poste / conseils sur poste de travail
 - **22** entretiens/rencontres diverses/réunion santé au travail
 - **21** visites de locaux
 - Liens médecins / infirmières pluriquotidiens avec les collectivités (téléphone / mail)
- ▶ **Actions sur le milieu professionnel réalisées par l'équipe pluridisciplinaire (ergonomes, ingénieurs) :**
 - **11** conseils sur poste
 - **55** Etude de postes pour des agents avec état de santé dégradé
- ▶ **Participations aux cellules santé :**
 - **106** pour les médecins / infirmiers
 - **97** pour les assistantes sociales
 - **59** pour les psychologues du travail

- ▶ **Intégré dans le socle de la convention**
- ▶ **Malgré la crise sanitaire, un accroissement de l'accompagnement des agents (avec une adaptation pendant le premier confinement)**
 - **Accompagnement social**
Augmentation de 23 % du nombre d'agents accompagnés
 - **Soutien psychologique**
Augmentation de 33 % du nombre d'agents accompagnés
 - **Développement des cellules santé : Cellules santé développées dans 32 collectivités (30 collectivités en 2019)**

Missions

- Proposer aux employeurs territoriaux un accompagnement social pour leur agents
- Mettre à la disposition des collectivités et de leurs agents des assistants sociaux

 3,22 ETP

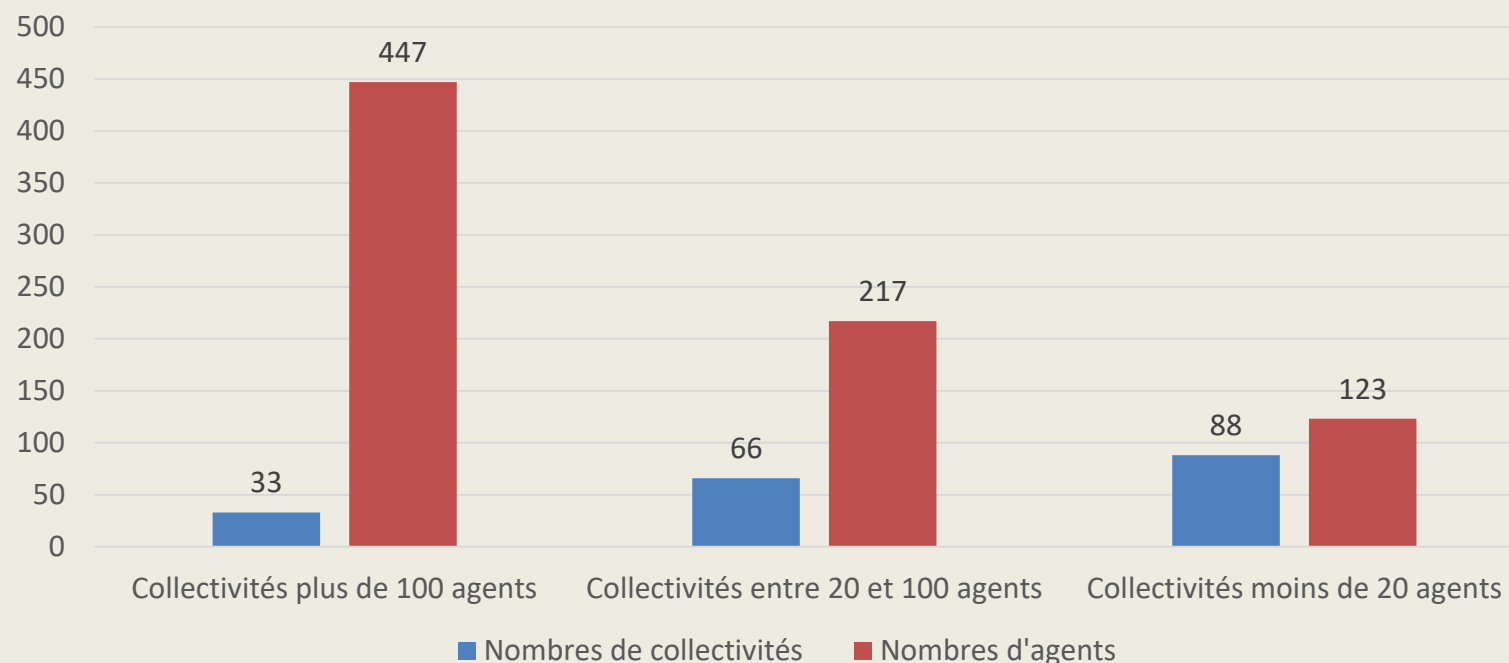
 199 444 €

174 637 € en 2019

Financement :

57,2 % = contributions de la Convention Adhésion à la santé et conditions de travail

- ▶ 817 agents suivis en 2020 (+ 23 % par rapport à 2019)
- ▶ 362 nouveaux dossiers
- ▶ Type d'accompagnement
 - 18 % causes strictement personnelles
 - 82 % causes diverses ayant un lien avec le travail
- ▶ 176 collectivités concernées



Missions

- Proposer aux employeurs territoriaux un accompagnement social pour leur agents
- Mettre à la disposition des collectivités et de leurs agents des assistants sociaux



3,22 ETP



199 444 €

174 637 € en 2019

Financement :

57,2 % = contributions de la Convention Adhésion à la santé et conditions de travail

▶ Sur le terrain :

- 735 rendez-vous avec les agents
 - 95 visites à domicile
 - 630 lors des permanences
 - 10 sur le lieu de travail
- 24 128 km parcourus par les 3 assistantes sociales
- 211 entretiens physiques avec les collectivités

▶ En distanciel :

- 521 entretiens téléphoniques avec les collectivités
- 407 entretiens physiques et téléphoniques avec les partenaires
- 1 718 entretiens téléphoniques avec les agents
- 2 315 liens téléphoniques ou mails

PÔLE PLURIDISCIPLINAIRE



440 956 €

Missions

- Accompagner les agents en difficulté sur leur poste de travail
- Accompagner les employeurs dans la gestion des situations individuelles dégradées

 1,54 ETP

 107 953 €

100 858 € en 2019

Financement :

60,5 % = contributions de la Convention Adhésion à la santé et conditions de travail

▶ 234 AGENTS DE 80 COLLECTIVITÉS REÇUS EN 2020 (+ 33 % / 2019)

- 436 entretiens :
 - 268 physiques et 164 téléphoniques ou visio (+ 10 %)

ORIENTATION DES AGENTS

- Médecins : 66 %
- Infirmières : 6 %
- Assistantes sociales : 11 %
- Collectivités : 12 %
- Formulaire en ligne : 5 %

COLLECTIVITÉS CONCERNÉES

- + de 100 agents : 42 % (56 %)
- 50 à 99 agents : 20 % (16,5 %)
- 20 à 49 agents : 16 % (12 %)
- - de 20 agents : 22 % (15,5 %)

PROBLÉMATIQUES

- Rapports sociaux : 28 %
- Reprise du travail : 20 %
- Conflits de valeurs : 16 %
- Intensité et temps de travail : 10 %
- Situation traumatique : 7 %

Nouveau : formulaire de saisine en ligne du psychologue du travail mis en place pendant le premier confinement pour permettre un accès facilité aux agents à cette prestation (le filtre est toujours fait par le médecin).
Procédure maintenue après le déconfinement

LE RÉSEAU DES ASSISTANTS DE PRÉVENTION ET DES CONSEILLERS DE PRÉVENTION

Missions

- Animer des réseaux professionnels en matière de prévention des risques professionnels, de protection de la santé et la sécurité des agents
- Mettre à disposition des supports techniques, guides et notes techniques
- Échanger sur les pratiques et l'actualité réglementaire

Réseau Assistants de Prévention



0,29 ETP



21 482 €

26 057 € en 2019

Financement

57 % = contributions
Convention Adhésion
à la santé et
conditions de travail

Réseau Conseillers de Prévention



0,16 ETP



12 351 €

16 259 € en 2019

Financement

54 % = contributions
Convention Adhésion
à la santé et
conditions de travail

▶ ASSISTANTS DE PRÉVENTION

- 453 assistants de prévention désignés dans 344 collectivités
- L'activité de formation des assistants de prévention a été suspendue pendant la crise sanitaire
 - Formation de base de 5 jours :
2 prévues / seuls les 2 premiers jours ont été organisés
 - Formation continue de 2 jours :
2 prévues annulées
 - 2 réunions thématiques prévues, annulées : travail sur écran et travail en hauteur

Missions

- Accompagner les collectivités dans la rédaction de leur document unique
- Accompagner les collectivités dans l'Intégration des Risques Psychosociaux



0,68 ETP



47 471 €

51 737€ en 2019

Financement :

78 % = contributions de la Convention Adhésion à la santé et conditions de travail

▶ FORMATION-ACTION DE 3 JOURS

(ÉCHELONNÉS SUR 1 AN)

Objectif : autonomie de l'assistant de prévention et du référent de la collectivité pour rédiger le Document Unique

- Fin d'un itinéraire de formation sur 2019 /2020
 - 3 collectivités / 5 participants


▶ INTERVENTIONS SUR LE DOCUMENT UNIQUE


- **10** demandes de rédactions de document unique pour le compte des collectivités :
 - 4 documents uniques terminés
 - 6 en cours
- **12** interventions pour du conseil simple

Missions

→ Assurer une veille permanente de la réglementation et de l'actualité en santé au travail

→ Renseigner les collectivités sur la réglementation en matière de santé au travail

 1,23 ETP

 99 659 €

97 928 € en 2019

Financement :

52,8 % = contributions de la Convention Adhésion à la santé et conditions de travail

▶ CONSEIL TECHNIQUE

○ 247 réponses complexes à des questions techniques :

- 165 consultations sur des thèmes techniques différents traitées par les ingénieurs
- 14 réponses en tant qu'ACFI
- 39 consultations en lien avec la Covid 19 effectuées par les ingénieurs
Les consultations COVID ont été traitées en grande majorité par les médecins et infirmiers (non comptabilisées)
- 29 renseignements sur la thématique du handicap

○ Envoi de 8 lettres d'actualité à 880 destinataires

▶ DOCUMENTATION

- Veille réglementaire
- Mise à jour et création de fiches techniques publiées sur la Foire aux questions du site Internet


▶ Animation d'un Webinaire sur le CHSCT pour l'Association des Maires

▶ Un Webinaire sur les prestations de la Direction Santé

PRESTATIONS FACTURÉES

Missions

- Conseiller les collectivités territoriales en matière de prévention des risques professionnels, de protection de la santé et la sécurité des agents
- Accompagner les collectivités dans les projets de conception de bâtiments ou de postes de travail

 0,68 ETP

 50 294 €

55 316 € en 2019


Financement :


67,8 % = Convention Adhésion à la santé et conditions de travail

- ▶ 8 interventions en ergonomie pour la prévention des troubles musculo-squelettiques
- ▶ 2 interventions en ergonomie de conception
- ▶ 5 projets de prévention sur des risques spécifiques

Missions

- Évaluer les risques psychosociaux
- Conseiller les collectivités territoriales en matière de prévention des risques psychosociaux
- Intervenir sur les situations de conflits et les situations traumatiques

 0,66 ETP

 42 377 €

28 585 € en 2019

Financement :

87 % = contributions de la Convention Adhésion à la santé et conditions de travail

- ▶ 1 collectivité accompagnée pour des groupes d'analyse de pratiques
- ▶ 11 interventions sur les RPS (prévention ou intervention sur situations dégradées)
- ▶ 5 interventions en médiation
- ▶ 7 interventions sur des situations traumatiques

MISSION ACFI (AGENT CHARGÉ DE LA FONCTION D'INSPECTION)

Missions

→ Conseiller les collectivités territoriales en matière de prévention des risques professionnels, de protection de la santé et la sécurité des agents

 0,27 ETP

 21 447 €

25 038 € en 2019

Financement :


60 % = contributions de la Convention Adhésion à la santé et conditions de travail


- ▶ **Renouvellement de la convention suite aux élections municipales**
 - Radiation des 146 collectivités ayant renouvelée leur adhésion en 2019
 - Envoi de la nouvelle convention à toutes les collectivités du département pour signature
- ▶ 2 visites d'inspection
- ▶ Missions en lien avec les CHSCT :
 - 17 réunions de CHSCT dans collectivités
- Missions en lien avec les travaux réglementés des mineurs en formation professionnelle

Missions

→ Mission créée (en comptabilité analytique) en 2019

→ Accompagner les collectivités dans les projets de formation et de sensibilisation spécifiques

 0,79 ETP

 37 919 €

55 543 € en 2019

Financement :

70 % = contributions de la Convention Adhésion à la santé et conditions de travail

▶ FORMATION DES MEMBRES DE CHSCT

- 9 CHSCT formés (suite des formation débutées en 2019)
- 11 sensibilisations des nouveaux élus

▶ FORMATION SUR DES THÉMATIQUES SPECIFIQUES

- 1 formation sur les gestes et postures pour le travail sur écran

DIRECTION EMPLOI, MOBILITÉ ET RH



23,12 Équivalents Temps Plein

A : 3,37

B : 1,18

C : 1,94

+ Agents contractuels PMT : 16,63

(16,54 ETP en 2019)



1 434 693 €

*→ 26,5 % des dépenses
de fonctionnement*

(1 406 297 € en 2019)

PÔLE RECRUTEMENT ET CONSEIL RH



551 851 €

Missions

→ Accompagner les employeurs territoriaux dans les recrutements de leur personnel

 2,13 ETP
 125 104 €

160 668 € en 2019


- ▶ **152** accompagnements "complets" → stabilité après une période de très forte hausse, dans un contexte de renouvellement des exécutifs et de crise sanitaire
- ▶ **76 %** → accompagnements de communes, en légère hausse (dont 58 % = communes de – de 1 000 habitants - stable)
- ▶ **Net recul des accompagnements partiels** : 1 commission de sélection, 3 tris de CV et 4 élaborations d'avis de recrutement


Zoom ⇨

Missions

→ Accompagner les employeurs territoriaux dans les recrutements de leur personnel

- ▶ **Hausse** pour les postes de catégorie B (23 %), stabilité en C (69 %) et recul des catégories A (8 %)
- ▶ **Nouvelle hausse des accompagnements dans la filière administrative (54 % contre 46 % en 2019)**
- ▶ Rebond de la part des recrutements de secrétaires de mairie, adjoints au secrétaire de mairie ou DGS après une baisse sur plusieurs exercices : **35 % des recrutements accompagnés (28 % en 2019)**
- ▶ Des sollicitations toujours importantes de la part de candidats non retenus avant ou après entretien : **32 réponses individualisées ont été apportées**

 2,13 ETP

 125 104 €


160 668 € en 2019

- ▶ Développement des réunions en visio avec les collectivités, ainsi que des entretiens de sélection en visio
- ▶ Aménagement des entretiens de sélection en présentiel en fonction du protocole sanitaire : entretiens en salles des fêtes, désinfection, sens de circulation...
- ▶ Mise en place d'une dématérialisation totale de l'accompagnement → plus de dossiers papier



Missions

- Mission créée en 2016
- Favoriser et accroître le recrutement durable de 30 personnes en situation de handicap dans le cadre des activités du PMT et au sein des communes du département

 0,19 ETP


 15 253 €

27 753 € en 2019

- ▶ **Renouvellement** de la formation au métier d'**Agent polyvalent administratif et comptable** pour les collectivités de moins de 1 000 habitants
 - Formation en alternance
 - **490 heures** : 210 h en centre de formation et 280 h en collectivité
- ▶ **5 Partenaires** : Région Nouvelle-Aquitaine, **GRETA-CFA Aquitaine (nouveau partenaire)**, Pôle Emploi et Cap Emploi Béarn et Pays Basque
- ▶ **2 financeurs** : le FIPHFP et la Région Nouvelle-Aquitaine
- ▶ **Possible prise en charge par le FIPHFP du temps passé par les tuteurs de stage**

Missions

- Mission créée en 2016
- Favoriser et accroître le recrutement durable de 30 personnes en situation de handicap dans le cadre des activités du PMT et au sein des communes du département

 0,19 ETP

 15 253 €

27 753 € en 2019

- ▶ **1 session organisée** en Béarn (*septembre 2019 / janvier 2020*) et **1 session au Pays Basque** (*septembre 2020 / janvier 2021*)
- ▶ **21 participants sélectionnés** à l'issue d'un processus mêlant un dossier de candidature (CV et lettres), des tests écrits et un entretien individuel
- ▶ **40 collectivités d'accueil** pour les stages pratiques
- ▶ **20 des 21 participants ont obtenu leur attestation de compétences, et ont passé en complément les certifications TOSA (compétences informatiques) et Voltaire (orthographe et grammaire)**

Zoom ⇨


- ▶ À l'issue de la formation, de très bons résultats d'insertion professionnelle pour les 21 lauréats de la formation :
 - ▶ 13 en emploi en collectivité, sur emploi permanent ou en CDD, ou pour le Pôle Missions temporaires
 - ▶ 1 est en CDD dans le secteur privé
 - ▶ 7 actuellement en recherche d'emploi, dont 2 ayant auparavant travaillé en CDD en collectivité



- ▶ Des réunions d'information collective organisées en visio, avec une adaptation des tests écrits de sélection à l'entrée de la formation (formulaire en ligne)
- ▶ La mise en œuvre d'un protocole sanitaire tout au long de la formation : entretiens de sélection, stages pratiques, enseignements, examens...
- ▶ Puis le basculement de la totalité des enseignements de la session Pays Basque en distanciel, à compter du confinement du mois d'octobre
- ▶ Le possible maintien de la cérémonie de remise des attestations de compétences, en adaptant les modalités pratiques

Missions

→ Partenariat avec l'UPPA et les CDG du Bassin des Pays de l'Adour : proposer aux employeurs territoriaux des candidats formés aux métiers de secrétaire de mairie et de cadre administratif territorial

 0,12 ETP

 24 188 €

30 239 € en 2019

- ▶ **DU Métiers de l'Administration Générale Territoriale (créé en 2008)**
 - 4 CDG partenaires
 - 21 étudiants (session 2019-2021)
 - 33 étudiants (session 2020 – 2022)
 - 396 h de cours
 - Coût de la subvention du CDG 64 à l'UPPA : **10 974 €** pour chacune des deux sessions

- ▶ **DU Cadre territorial (créé en 1999)**
 - 3 CDG partenaires
 - 12 étudiants (session 2019-2021)
 - Session 2020-2022 annulée faute d'un nombre suffisant d'inscrits
 - 64 h de cours
 - Coût pour le CDG 64 : **1 760 €** pour chacune des deux sessions

Enquête en ligne diffusée par courriel 8 mois après la fin de la formation

▶ DU MAGT – 21 étudiants – 18 pour lesquels nous avons des informations :

○ Insertion professionnelle :

- 14 travaillent en collectivité ou pour le PMT
- 1 est reparti dans la fonction publique d'Etat dont il est issu (enseignant)
- 3 sont en recherche d'emploi ou congé maternité

○ Concours :

- Pas d'anciens étudiants de cette session admissibles ou lauréats → les concours d'attaché (report COVID) et rédacteur sont organisés en 2021

▶ DU Cadre territorial – 12 étudiants – 6 pour lesquels nous avons des informations :

○ Insertion professionnelle :

- Les 5 répondants sont en poste dans la FPT : 4 titulaires ou contractuels de catégorie B, 1 contractuelle de catégorie A


○ Concours :

- Pas d'anciens étudiants de cette session admissibles ou lauréats → les concours d'attaché (report COVID) et rédacteur sont organisés en 2021

Missions

→ Organiser les concours et les examens professionnels

 2,40 ETP

 246 215 €

366 178 € en 2019

Recettes : 448 018 €

Dépenses : remboursements Conventions concours/examens professionnels et paiement des intervenants

CONCOURS ET EXAMENS PROFESSIONNELS EN 2020

- ▶ 2 concours reportés en 2021 (35 postes)
- ▶ 2 examens professionnels organisés, dont un avec des épreuves pratiques délocalisées sur 5 lieux différents
- ▶ 593 candidats inscrits au total
- ▶ Centre d'épreuves écrites pour 1 concours organisé par le CDG 33 (attaché territorial) mais reporté en 2021
- ▶ 8 listes d'aptitude gérées : 70 inscrits sur ces listes, 45 nominations

- ▶ **Un protocole national d'organisation des concours appliqué et respecté** (mesures barrières, aménagements d'organisation d'épreuves, visioconférence possible...)
- ▶ **Certaines réunions de jury organisées en visioconférence**
- ▶ **Une communication maintenue durant les confinements** avec les candidats, les lauréats et les membres de jurys
- ▶ **Une prolongation d'inscription sur liste d'aptitude d'une durée de 438 jours au total** pour les lauréats valablement inscrits durant les confinements



- ▶ **Réflexion menée en Nouvelle-Aquitaine par les Présidents et Directeurs des CDG de la région**
- ▶ **Objectif** : mutualiser/optimiser/rationaliser l'organisation des concours et examens professionnels et développer, au niveau départemental, des prestations de proximité répondant aux besoins des collectivités et ne pouvant être délocalisées (ex : conseil en organisation, accompagnement au recrutement...)
- ▶ Organisation des concours et examens professionnels par le CDG 33 au nom des 8 CDG volontaires, avec centres d'épreuves écrites dans les départements
- ▶ Expérimentation mise en œuvre dès le 1^{er} janvier 2021
- ▶ 8 réunions en visio en 2020 pour la conduite de ce projet

Missions

→ Assurer une large diffusion des offres et demandes d'emploi afin de mettre en relation les employeurs territoriaux et les demandeurs d'emploi (via le portail Internet Site Emploi Territorial)

 0,33 ETP

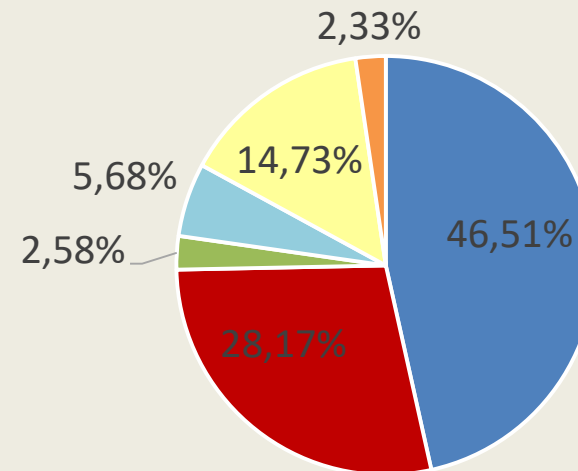
 21 842 €

19 484 € en 2019

▶ 669 offres d'emploi : - 23,19 %

▶ 387 personnes à la recherche d'emploi : + 15,87 %

Pourcentages Demandeurs



■ Demandeurs d'emploi
■ Lauréats de concours
■ Salariés secteur privé

■ Fonctionnaires (FPE, FPH et FPT)
■ Non titulaires
■ Situation vide


▶ 52,81 % des demandes d'emploi concernent la catégorie C


Missions

→ Promouvoir l'emploi public territorial

→ Mener des actions d'information auprès de candidats à un emploi public, lauréats de concours et agents des collectivités

→ Renseigner le public

 0,47 ETP

 37 146 €

41 161 € en 2019

► INTERVENTIONS EN 2020

- Des interventions habituelles fortement impactées par le contexte de crise sanitaire liée à la pandémie de COVID-19
- 2 interventions en établissements de formation et 1 en visioconférence : environ 60 participants au total
- 2 interventions sous forme de diaporamas transmis aux étudiants
- 1 forum virtuel de l'emploi public organisé par le SGAR. Pour les CDG Néo-Aquitains : 69 entretiens avec des conseillers emploi-mobilité, 38 discussions en tchat, 113 visiteurs sur le stand

Missions

→ Prestation expérimentale pour accompagner les agents ne pouvant et/ou ne souhaitant plus exercer leurs fonctions dans la construction voire la mise en œuvre d'un projet professionnel réaliste

 0,34 ETP

 38 356 €

9 122 € en 2019

- ▶ **Deux agents** de la Direction Emploi et recrutement formés au **Conseil en évolution professionnelle**
- ▶ **39 agents accompagnés :**
 - 65 % d'agents de catégorie C
 - Plus de la moitié des agents concernés relèvent de la filière médico-sociale
 - +/- ½ des accompagnements en 1 seul RDV
- ▶ **Des problématiques de santé** souvent présentes et pouvant empêcher la mise en œuvre d'un projet (pas de formation pendant les arrêts, hors PPR)

Missions

→ Prestation expérimentale pour accompagner les agents ne pouvant et/ou ne souhaitant plus exercer leurs fonctions dans la construction voire la mise en œuvre d'un projet professionnel réaliste

 0,34 ETP

 38 356 €


9 122 € en 2019

- ▶ Accompagnement spécifique dans le cadre du **nouveau dispositif de la Période de Préparation au Reclassement (PPR)**
- ▶ Élaboration d'**outils juridiques et pratiques** pour accompagner les collectivités et création d'une rubrique sur le **site Internet**
- ▶ Réflexion sur les **outils et partenariats** à mobiliser pour la mise en œuvre :
 - Aides du **FIPHFP**
 - Lien avec le **GRETA – formation CléA**
- ▶ **19 personnes éligibles** en 2020 :
 - **9 agents ont refusé, dont 2 pour un reclassement direct** dans leur collectivité
 - **9 accompagnements en cours**
 - **1 dossier en suspend**

Missions

→ Prestation expérimentale pour accompagner les agents ne pouvant et/ou ne souhaitant plus exercer leurs fonctions dans la construction voire la mise en œuvre d'un projet professionnel réaliste

 0,34 ETP

 38 956 €

9 122 € en 2019


- ▶ Les profils des 9 personnes en cours de PPR :
 - 8 agents de catégorie C, 1 catégorie A
 - 6 agents de la filière médico-sociale

- ▶ Le contenu des PPR :
 - 3 agents en formation diplômante : secrétaire médicale, secrétaire assistant, assistant administratif et comptable
 - 2 agents en bilan de compétences
 - 1 agent en formation compétences clés Cléa
 - Des immersions professionnelles en collectivités ou dans d'autres fonctions publiques

Mission

→ Accompagner les collectivités dans leurs démarches et projets liés aux ressources humaines et à l'évolution de leur organisation et fonctionnement

 0,52 ETP

 43 746 €

36 756 € en 2019

- ▶ Mission positionnée depuis début 2020 en Direction Emploi, Mobilité et RH, en **transversalité/approche pluridisciplinaire** avec interventions possibles d'experts des différentes directions du CDG 64 en fonction des besoins des collectivités
- ▶ **12** interventions amorcées ou mise en œuvre en 2020, en majorité dans des collectivités de moins de 30 agents :
 - 6 sollicitations pour des diagnostics globaux et 6 pour des accompagnements ciblés (service, unité de travail, RIFSEEP, etc.)
 - Diverses situations traitées, avec le contexte spécifique du début de mandat : interroger les finalités, modes d'organisation, de communication et de décision de la collectivité, le rôle et les missions des élus et agents...
- ▶ En marge de ces interventions : échanges et conseils RH ponctuels

PÔLE MISSIONS TEMPORAIRES



882 842 €

Missions

→ Assurer la continuité des services en remplaçant en collectivité un agent momentanément absent ou pour faire face à un accroissement temporaire d'activité



17,54 ETP

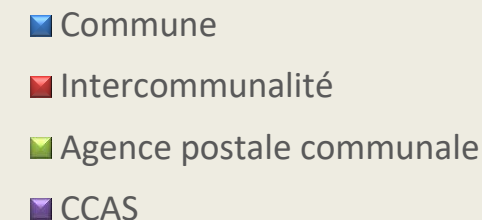
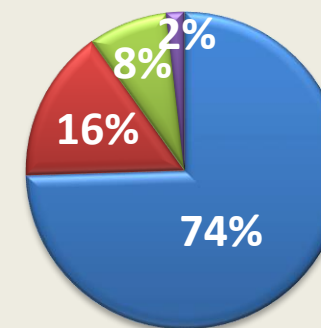


727 824 €

599 577 € en 2019


Mission facultative (avec financements propres) déficitaire de 10 022 € en raison de charges de rémunérations liées à la crise sanitaires = 33 629 € (maintien des salaires pendant le 1^{er} confinement et prime COVID). Sans ce surcoût : + 23 607 €

- ▶ **124** employeurs territoriaux ont sollicité le Pôle (127 en 2019)
- ▶ **61** agents différents (59 contractuels et 2 fonctionnaires) intervenus sur le Pôle :
 - 54 agents administratifs et 7 agents du secteur sanitaire et social (**+ 13 agents par rapport à 2019**)
 - **17,54 ETP** (*fonctionnaires et contractuels*)
- ▶ Répartition par type de collectivités :
 - **74 % des interventions en communes** dont 46 % dans des communes de moins de 500 habitants
- ▶ **76 % des interventions ont eu lieu dans le Béarn et 24% au Pays Basque**
- ▶ **25 001 heures d'intervention facturées (22 784 en 2019, soit + 9,7 %) dont 90 % relevant de la filière administrative**
- ▶ **21** agents du PMT ont trouvé un poste pérenne



Missions

→ Réaliser, à la demande des collectivités, des prestations d'archivage : tri, classement, éliminations, formation des agents, conseils en organisation de classement et gestion de l'espace.

 **3,60** ETP

 **155 017 €**

150 159 € en 2019

Mission facultative (avec financements propres)
déficitaire de 8 053 €

(déficit de 12 300 € en 2019)

- ▶ **4 archivistes** (10 mois d'activité terrain)
- ▶ **44 rapports d'état des lieux : 31 visites** (23 en communes et 8 en EPCI), **9** demandes d'intervention directe, **4** avenants (**nombre de visites x 2**, dues aux élections municipales)
- ▶ **34 interventions en collectivités** (24 en communes et **10** en EPCI) = **513 jours** d'intervention (+ **14 %**)
- ▶ **dont 1 mission expérimentale** (en cours) concernant les archives électroniques
- ▶ **3 missions en binôme**
- ▶ **1 mission délocalisée au CDG**

- ▶ **Mission d'accompagnement dans l'organisation et la gestion des archives électroniques : expérimentation à la CCLO (52 jours)**
 - **Rattachement au Pôle Ressources / Service Informatique : accès à tous les dossiers service en lecture**
 - **Audit du serveur principal (S:) avec *Archifiltre***
 - **Présentation en réunion des responsables de service**
 - **Programmation de réunions de sensibilisation auprès des agents**
 - **Éliminations ciblées**
 - **Intégration des photos et vidéos dans la Photothèque (service Com)**
 - **Structuration ou reprise d'arborescence**
 - **Nommage des fichiers**
 - **Transfert des fichiers dits « pertinents » de plus de 5 ans vers serveur (V:)**
 - ❖ = **travail collectif au niveau du service**
 - ❖ = **implication réelle des agents**
 - ❖ = **baisse de volumétrie du serveur**

DIRECTION EXPERTISE JURIDIQUE ET INSTANCES CONSULTATIVES



20,83 Équivalents Temps Plein

A : 10,52

B : 1,96

C : 8,34

(20,79 ETP en 2019)



1 514 135 €

*→ 28,2 % des dépenses
de fonctionnement*

(1 389 912 € en 2019)


PÔLE GESTION STATUTAIRE




498 651 €

Missions

- Assurer la tenue des dossiers des fonctionnaires employés dans les collectivités affiliées
- S'assurer de la conformité des actes transmis
- Assurer la gestion et le suivi des déclarations de vacance d'emploi

 **4,54 ETP**


 **265 053 €**


202 677 € en 2019

- ▶ **9 789** dossiers de fonctionnaires gérés (↗ + 89 /2019)
- ▶ **1 633** projets d'arrêtés rédigés pour les collectivités (non automatisés) (↗+ 289 /2019)
- ▶ **14 650** évènements de carrière saisis dans le logiciel « Carrière/RH » :
 - **11 215** évènements automatisés
 - **3 435** évènements saisis manuellement (↗+ 530 / 2019)
- ▶ **8 121** arrêtés des collectivités contrôlés (↗ + 253/ 2019)
- ▶ Numérisation – **GED** :
 - **2 444** consultations transmises par les services du CDG pour numérisation
 - **Près de 36 000 feuilles** numérisées (arrêtés, tableaux d'avancement de grade, dossiers de promotion interne...)

Missions

- Assurer la tenue des dossiers des fonctionnaires employés dans les collectivités affiliées
- S'assurer de la conformité des actes transmis
- Assurer la gestion et le suivi des déclarations de vacance d'emploi

 4,54 ETP

 265 053 €

202 677 € en 2019


- ▶ Poursuite de la réforme du PPCR au 1^{er} janvier 2021
 - 71 grilles indiciaires créées dans le logiciel « Carrière/RH »
 - 27 fiches « cadres d'emplois » mises à jour pour insertion sur le site Internet
 - 3 608 projets d'arrêtés de revalorisation produits pour les collectivités (automatisés)
- ▶ Contrôle de 1 715 Déclarations de Vacance d'Emploi

- ▶ Un **nouvel outil RH – CIRIL** en 2021 pour améliorer le service rendu aux collectivités : mise en œuvre d'une plateforme d'**échanges** entre les collectivités affiliées et le CDG 64 :
 - **accès des collectivités aux données du CDG en temps réel (= dossier individuel des agents)**
 - **efficacité et réactivité des échanges : mise à disposition des projets d'arrêtés**
- ▶ **2020** : préparation et transfert des données des fonctionnaires (9 789 dossiers) et des contractuels (2 264 dossiers) : **+ de 190 000 évènements de carrière transférés / 2 transferts complets réalisés**
- ▶ **Près de 500 échanges internes et externes** (courriels et téléphone)
- ▶ **21 jours de formation** → agents du CDG (soit plus de 1 000 heures)
- ▶ Travail en collaboration avec le **service informatique du CDG**
- ▶ **Bilan mitigé** sur la qualité de travail du prestataire

LA GESTION DES COMMISSIONS ADMINISTRATIVES PARITAIRES (CAP)

Missions

→ Assurer, pour le compte des collectivités affiliées, le secrétariat et l'animation des CAP (A, B et C) obligatoirement consultées par l'autorité territoriale avant toute décision à portée individuelle défavorable à l'agent

 **1,05 ETP**

 **74 433 €**

109 033 € en 2019


10 réunions des CAP - 3 séances annulées

- ▶ **754** dossiers traités (hors promotion interne) (1 185 en 2019) :
 - **741** avancements de grade (chiffre constant par rapport à 2019)
 - **13 dossiers** (487 dossiers en 2019)
- ▶ **Traitement de la promotion interne**
 - **190** postes ouverts (+ 15,85 % / 2019)
 - **206** dossiers examinés
 - **96** postes attribués (+ 4,4 % / 2019)
- ▶ **109** projets d'arrêtés élaborés pour les collectivités (non automatisés)

Missions

- Assurer la tenue des dossiers des agents contractuels employés dans les collectivités affiliées
- S'assurer de la conformité des actes transmis

 **0,54** ETP


 **39 836 €**


36 362 € en 2019

- ▶ **2 264** agents contractuels gérés dont 318 en CDI
- ▶ **2 190** renouvellements de contrats
- ▶ **12** CDI conclus
- ▶ **Logiciel AGIRHE** : + de **4 600** évènements (contrats, renouvellements, démissions...) saisis manuellement
 - Contractuels de droit public → + de **4 500** évènements
 - Contractuels de droit privé (contrats aidés) → Près de **100** évènements

Missions

- Compétence pour l'ensemble des agents contractuels de droit public
- Saisine pour avis par les collectivités sur des dossiers intéressant les situations individuelles de leurs agents contractuels.
- Saisine directement par les agents contractuels lorsque les textes le prévoient.

 0,03 ETP

 2 899 €

17 906 € en 2019


- ▶ Aucune réunion de Commissions Consultatives Paritaires en 2020
- ▶ Création d'une CCP unique (A, B et C) aux prochaines élections professionnelles en 2022


L'ASSISTANCE JURIDIQUE

GESTION STATUTAIRE / CONTRACTUELS

Missions

- Conseiller les employeurs dans toutes les étapes de la carrière d'un agent : recrutement, avancement, promotion, rémunération, absence, disponibilité...
- Mettre à disposition des collectivités des notes juridiques et des modèles de documents : projet d'arrêtés, de délibérations...

 1,40 ETP

 93 786 €

94 272 € en 2019

▶ TOTAL DES CONSULTATIONS

↘ - 20 % / 2019

- 4 511 consultations (téléphone, courriel, courrier) :
 - 3 679 consultations → Expertise statutaire
 - 552 appels téléphoniques → Déclarations de Vacances d'Emploi
 - 280 consultations → Instances consultatives (CAP et CCP)

▶ PRÉCISIONS SUR LES CONSULTATIONS

- 1 644 courriels
- 2 867 appels téléphoniques

PÔLE EXPERTISE JURIDIQUE



415 391 €

Missions

→ Assurer le secrétariat et l'animation du CT/CHSCT intercommunal consulté pour avis sur les questions collectives liées à l'organisation et au fonctionnement des collectivités ainsi qu'aux conditions de travail

→ Collectivités employant moins de 50 agents



0,91 ETP



69 727 €

113 442 € en 2019

Baisse liée essentiellement aux frais de personnel (-0,56 ETP)

Près de **800** collectivités et établissements publics relèvent du CT/CHSCT Intercommunal

- ▶ **9** réunions organisées au total (↘ - 6 / 2019) :
 - **4** réunions du CHSCT - **4** dossiers (- 3 dossiers / 2019)
 - **5** réunions du CTI - **347** dossiers (-56 dossiers / 2019)

dont **4** réunions **annulées** en raison du **COVID**
(2 CTI/2 CHSCT)

Missions

→ Conseiller les employeurs en matière de gestion du personnel : temps de travail, rémunération, régime indemnitaire...

→ Mettre à disposition des collectivités des notes juridiques et des modèles de documents : projet d'arrêtés, délibérations...

 **1,81 ETP**

 **145 341 €**

159 754 € en 2019

► TOTAL DES CONSULTATIONS

	ÉCHANGES TELEPHONIQUES	COURRIELS	AUTRES (déplacements collectivités, RDV au CDG)	TOTAL
Expertise juridique (hors CTI)	2 428	2 203	16	4 647
Expertise juridique CTI	442	241	2	685
TOTAL	2 870	2 444	18	5 332

- **32 %** des consultations = absences dont COVID
- **13 %** des consultations = temps de travail
- **11 %** des consultations = rémunération
- Intervention dans **6 dossiers contentieux** (2 avec le Pôle Protection sociale et retraite, 1 avec le Pôle Gestion statutaire)

Missions

→ Conseiller les employeurs en matière de gestion des contractuels de droit privé


▶ TOTAL DES CONSULTATIONS

CONTRATS AIDÉS	APPRENTISSAGE	CEE + STAGE ENSEIGNEMENT + SERVICE CIVIQUE	TOTAL
68	41	46	155 (-60)

▶ Actions de promotion de l'apprentissage

- 2 offres d'apprentissage diffusées sur le site www.apprentissage-nouvelle-aquitaine.info
- Campagne de communication et relais d'information des partenaires (CFA, FIPHFP...)
- Développement du réseau professionnel par des rencontres avec les partenaires, notamment de l'apprentissage aménagé : CFA et CFA inclusif, Cap Emploi, FIPHFP...
- Promotion-Apprentissage aménagé : 2 nouveaux accompagnements de recrutement d'apprentis

 0,30 ETP

 22 280 €

23 576 € en 2019

- ▶ De nouveaux outils de sensibilisation à l'apprentissage aménagé élaborés en partenariat avec les Cap Emploi Béarn et Pays Basque, et un CFA inclusif
 - Une bande dessinée écrite et dessinée par des demandeurs d'emploi en situation de handicap
 - Une procédure imagée en 10 étapes clés permettant de mettre en avant le rôle des différents partenaires
- ▶ Un webinaire co-animé afin de présenter ces outils



Missions

→ Mener des actions d'information et de formation auprès des élus, professionnels RH...



1,43 ETP



150 528 €

- Pôle Expertise juridique : 109 027 €
- Pôle Gestion statutaire : 22 642 €
- Pôle Protection sociale et retraite : 18 859 €


116 192 € en 2019

	PEJ	PGS	PPSR	TOTAL
Le Personnel Territorial	1 bulletin en JANVIER et FÉVRIER 2020			
<u>LETTRE D'INFOS</u> du CDG 64	NOUVEAU - MARS 2020 35 lettres d'infos alimentées /DEJIC			
<u>SITE INTERNET</u> Notes/guides créés actualisés	11	7	4	22
<u>SITE INTERNET</u> Modèles d'actes et documents créés/actualisés	23 créés dont 15 modèles COVID 1 FAQ COVID (28 actualisations)	39	12	102
<u>SITE INTERNET</u> Rubriques/Pages créées ou actualisées	3 pages créées (COVID et LDG) 4 pages actualisées	6	1	14
<u>SITE INTERNET</u> Actualités	77 dont 20 COVID	24	12	113
Diaporamas –supports pédagogiques	SM = 1 DGS/DRH = 1	DGS/DRH = 1	GC = 1	4
TOTAL	148	77	30	255

Missions

- Organiser des rencontres régulières avec les professionnels des collectivités et assurer une veille juridique statutaire
- Collectivités employant + de 20 fonctionnaires

- ▶ **2** sessions programmées :
 - Mars
 - Novembre/Décembre : session annulée
- ▶ **3** rencontres (PAU – USTARITZ)
- ▶ **69** participants
- ▶ Support pédagogique transmis par courriel aux participants : **1 diaporama**

 **0,12 ETP**


 **7 765 €**

9 623 € en 2019

Missions

→ Assister les collectivités qui le demandent dans le calcul des allocations pour perte d'emploi pour leurs collaborateurs qui perdent leur emploi

 0,6 ETP

 61 248 €

49 630 € en 2019

Hausse liée essentiellement à l'augmentation des frais de personnel (+ 0,26 ETP)

- ▶ **57** dossiers suivis mensuellement (+ **18** / 2019)
- ▶ **413** actualisations de dossiers (+ **86** / 2019)
- ▶ **35** études réalisées pour l'ouverture d'un droit, une reprise ou un rechargement de droits (+ **13** / 2019)
- ▶ **12** simulations de droit (+ **8** / 2019)
- ▶ **45** collectivités accompagnées (calcul mensuel des allocations : + **9** collectivités / 2019 dont 1 collectivité non affiliée)
- ▶ Près de **200** consultations (+ **25 %** / 2019)
 - ≈ 70 renseignements téléphoniques
 - ≈ 130 consultations par courriel

PÔLE PROTECTION SOCIALE ET RETRAITE



600 093 €

Missions

- Gestion du secrétariat du comité médical départemental
- Composé de médecins agréés par le Préfet
- Rend des avis motivés sur l'indisponibilité physique non liée à l'activité professionnelle : droits à congés de maladie des agents et leur situation médicale à l'issue de ces congés



1,53 ETP



112 872 €

93 538 € en 2019

- ▶ **11** réunions
Particularité COVID : séance d'avril annulée pour cause de confinement
- ▶ **901** dossiers examinés (– 70 dossiers / 2019)
- ▶ Environ **82** dossiers par réunion
- ▶ **55 %** des dossiers = collectivités affiliées
45 % des dossiers = collectivités adhérentes

Missions

- Gestion du secrétariat de la commission départementale de réforme
- Composée de médecins agréés, de représentants de l'Administration et du personnel
- Rend des avis motivés sur l'indisponibilité physique liée à l'activité professionnelle (maladie professionnelle, accidents de travail, mise à la retraite pour invalidité...)



1,47 ETP



130 295 €

77 381 € en 2019

- ▶ **16** réunions :
 - 1 à 2 par mois
 - + 1 réunion / 2019


Particularité COVID : 3 séances annulées en avril et mai et nécessité de programmer 2 séances supplémentaires en juillet et octobre

- ▶ **351** dossiers examinés (+ 65 dossiers / 2019) : environ **22** dossiers par réunion
- ▶ **48 %** des dossiers = collectivités affiliées
52 % des dossiers = collectivités adhérentes

LE RÔLE DE CORRESPONDANT DE LA CNRACL CONSTITUTION / CONTRÔLE DES DOSSIERS

Missions

- Convention de partenariat avec la Caisse des Dépôts :
- assurer une mission d'aide à la constitution et au contrôle des dossiers de retraite
 - assurer une mission de formation et d'information des collectivités affiliées, des agents et des retraités

 1,77 ETP

 112 573 €

85 678 € en 2019

Subvention CNRACL = 6 110 €

- ▶ **266** dossiers traités (+ 50 /2019) :
 - **255** dossiers de retraite (+ 101 dossiers / 2019)
 - **14** dossiers de validation de service (- 55 dossiers / 2019)
- ▶ **Consultations - Retraite :**
 - Suivi des dossiers retraite : **1 261** consultations (+ 256/ 2019)
 - Suivi des dossiers de validation de service : **9** consultations


LE RÔLE DE CORRESPONDANT DE LA CNRACL

INFORMATION / FORMATION

Missions

- Convention de partenariat avec la Caisse des Dépôts :
- assurer une mission d'aide à la constitution et au contrôle des dossiers de retraite
 - assurer une mission de formation et d'information des collectivités affiliées, des agents et des retraités

 0,51 ETP

 38 527 €

48 890 € en 2019

Subvention CNRACL = 2 000 €

- ▶ **10** journées de permanence retraite pour les collectivités de moins de 100 fonctionnaires – CNRACL
 - **117** agents reçus en permanence
 - **3 lieux** dans le département

Particularités COVID : 9 journées de permanence retraite annulées en avril/mai/juin/juillet et reportées de septembre à juin 2021

- ▶ **7** estimations de pension de retraite (rendez-vous au CDG ou par mail)
- ▶ **180** arrêtés des collectivités pointés relatifs à la retraite
- ▶ **748** consultations - Réglementation retraite (+ 273 /2019)

Missions

→ Conseiller les employeurs sur les questions de protection sociale

→ Mettre à disposition des collectivités des notes juridiques et des modèles de documents : projet d'arrêtés, de délibérations...



1,58 ETP



122 927 €

92 510 € en 2019

▶ TOTAL DES CONSULTATIONS

4 839 consultations (+ 425 / 2019) :

→ 1 522 consultations → expertise juridique protection sociale : **92 %**
pour les collectivités affiliées

→ 3 317 consultations → instances médicales : environ **30 %**
pour les collectivités adhérentes

▶ 450 arrêtés pointés pour les collectivités affiliées relatifs aux positions d'inaptitude physique


▶ PRÉCISIONS SUR LES CONSULTATIONS


- 1 970 consultations téléphoniques (40 % des consultations)
- 2 831 courriels (59 % des consultations)
- 34 renseignements par courrier (situations complexes)
- 4 rendez-vous : élus et services RH (dossiers particuliers)

LA GESTION DU CONTRAT-GROUPE D'ASSURANCE STATUTAIRE – SOFAXIS/CNP

Missions

- Négocier et proposer aux employeurs territoriaux un contrat dit "groupe" afin qu'ils obtiennent le remboursement de prestations versées aux agents ou à leurs ayants droits en cas d'indisponibilité physique ou de décès
- CDG 64 : interface entre les collectivités et l'assureur

 0,80 ETP

 64 039 €

22 406 € en 2019

Hausse liée essentiellement à l'augmentation des frais de personnel (+ 0,45 ETP)

▶ Contrat groupe 2017-2020

Contrat de 4 ans avec la **CNP** (assureur) et **SOFAXIS** (courtier) – fin 31/12/2020

- **453** collectivités associées à la démarche en 2017
- **502** collectivités adhérentes au 1^{er} novembre 2020 :
 - **467** collectivités de moins de 30 fonctionnaires CNRACL
 - **35** collectivités de plus de 30 fonctionnaires CNRACL

▶ Lancement de la consultation

- Calendrier fortement impacté par la crise sanitaire
- Lancement de l'appel d'offre du 29 mai au 7 juillet 2020
- Résultat de la consultation : 2 offres
- Commission d'Appel d'Offres (CAO) le 16/11/2020 pour attribution du marché à CNP-SOFAXIS pour 5 ans (2021/2025)
- Travail de préparation et d'analyse très important

▶ Importante communication et assistance auprès des collectivités

- Site Internet, mailing (consultation appel d'offre, CAO, adhésion au contrat groupe, relances)
- 239 consultations

- ▶ **Mandat au CDG pour lancer la consultation d'appel d'offre :
574 collectivités**

Collectivité jusqu'à 30 fonctionnaires	Collectivité de + 30 fonctionnaires
524	50

- ▶ **Adhésion au contrat groupe 2021-2025 au 01/06/2021 : 537 collectivités**

Collectivité jusqu'à 30 fonctionnaires	Collectivité de + 30 fonctionnaires
493	44

RAPPEL – Contrat- groupe 2017/2020

01/01/2017 : **453** collectivités

01/11/2020 : **502** collectivités



RAPPORT D'ACTIVITÉS ET RÉSULTATS COMPTABLES 2020

Direction de la publication : Nicolas PATRIARCHE – Juillet 2021

Réalisation : les Directions du CDG 64

Coordination et conception graphique : Direction Générale du CDG 64

ISSN : 2648-5273